

Récits et savoirs en marche

La balade, rite d'hospitalité et de valorisation patrimoniale

Dossier

• Samia Chabani

Déléguée générale
Ancrages *

L'article interroge la pratique historique de la marche et celle des balades patrimoniales en œuvre, aujourd'hui, dans les quartiers de Marseille et du département des Bouches-du-Rhône. Nouveau rite d'hospitalité pour les uns, entreprise de valorisation patrimoniale ou identitaire pour les autres, ces initiatives puisent dans le nouveau cadre de référence européen, issu des travaux du Conseil de l'Europe : « la convention de Faro ». Ces balades patrimoniales portent l'enjeu de transmettre des contre-discours et se veulent les espaces émergents de savoirs et de confrontation des histoires singulières et collectives, favorisant la participation des habitants.

De la promenade urbaine à la balade patrimoniale...

Grand divertissement au sein des sociétés urbaines du XVIII^e siècle, l'histoire des promenades urbaines illustre l'importance sociale, voire politique, de la pratique et met en évidence son caractère conflictuel (Beck, 2009). Initialement, le peuple est considéré comme inapte à cette forme de déambulation, où la flânerie et l'oisiveté remettent en scène les valeurs bourgeoises. De nombreuses formes de

marche, promenade et balade, se succèdent, jusqu'aux grandes marches militantes qui ont constitué des formes revendicatives des grands mouvements de lutte en faveur des droits civiques, au XX^e siècle. Il n'est pas inutile d'y faire référence, car les promenades se démocratisent en s'articulant aux acquis sociaux, notamment au repos dominical et aux moments familiaux et festifs. La balade patrimoniale, telle que l'association *Ancrages* l'expérimente, participe également du processus de démocratisation des savoirs et des usages de l'espace urbain.

Les balades, dont il est question dans cette contribution, témoignent de pratiques émergentes

* *Ancrages*, Centre de Ressources Histoire et Mémoires des migrations en Provence-Alpes-Côte d'Azur, 42 boulevard d'Annam, Bât. 3, 13016 Marseille.
direction@ancrages.org

qui trouvent leurs origines dans différentes pratiques de marche, croisant expertise des habitants et innovation des professionnels du patrimoine. Les premières balades ont été initiées par des professionnels du service public de la Culture, tels que Christine Breton, historienne et conservateur du patrimoine, qui consacre, de 1995 à 2013, sa mission expérimentale, sur le territoire du Grand Projet Urbain, à appliquer les principes européens de patrimoine intégré. Ces principes sont réunis dans la Convention-cadre sur la valeur du patrimoine culturel pour la société, dite Convention de Faro, adoptée en 2005 et entrée en vigueur le 1^{er} juin 2011¹.

Ce texte, issu des travaux du Conseil de l'Europe, innove notamment en liant le concept de "*patrimoine commun de l'Europe*" aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales. Il promeut la création de réseaux avec la société civile et l'accompagnement des communautés patrimoniales émergentes. A ce jour, vingt-deux Etats ont ratifié la convention, mais ce n'est toujours pas le cas de la France, où la convention de Faro se confronte aux difficultés liées à la reconnaissance de droits collectifs aux minorités, et plus largement aux critères qui définissent les minorités en France (Benoît-Rohmer, 1996).

Les balades en héritage

Dans la perspective de Marseille Provence 2013 capitale européenne de la Culture, une série d'initiatives place Marseille au cœur d'une dynamique participative. Les perspectives innovantes résident dans les processus d'identification, de protection et de mise en valeur du patrimoine, à utiliser durablement pour améliorer le cadre et les conditions de vie des populations. Cette émulation participe à promouvoir la Convention de Faro. Sous l'impulsion de différents acteurs locaux, les commissions ou coordinations patrimoniales sont impulsées au sein des mairies de secteur, visant à sensibiliser élus, techniciens et habitants autour des valeurs européennes de Faro. Bien que seuls les Etats puissent ratifier le texte, plusieurs maires de secteurs, tels que Samia Ghali, Lisette

Narducci, Garo Hovsepien et Loïc Gachon, signent symboliquement les principes de la convention. La coopérative d'habitants *Hôtel du Nord* émerge également de cette application des principes de Faro et structure, à partir d'une offre existante, un réseau de chambres d'hôtes, de balades patrimoniales et de produits valorisant différentes formes de narration². Cette expérience mobilisera habitants, acteurs associatifs, élus et entreprises pour proposer une offre d'hospitalité dans les quartiers nord de Marseille, sans véritablement conforter un modèle économique viable.

Dans la démarche qui anime les auteurs de balades et les acteurs de l'hospitalité à Marseille, les communautés patrimoniales sont constituées principalement autour d'objets patrimoniaux, et s'inscrivent dans les processus d'identification, de protection et de mise en valeur du patrimoine. Progressivement, les politiques publiques s'approprient et partagent les enjeux du processus de construction des balades patrimoniales, celui notamment de remobiliser les habitants dans leur environnement immédiat et de permettre l'expression de récits pluriels et parfois conflictuels, mais toujours indispensables à accueillir. Ces enjeux trouvent un écho particulièrement manifeste auprès des équipes de la politique de la ville qui connaissent les difficultés d'inscrire un quartier prioritaire dans le récit de la ville. La passerelle avec les politiques culturelles est souvent plus difficile à construire, malgré l'inscription dans les divers temps publics des Journées Européennes du Patrimoine ou Les Rendez-vous au jardin qui célèbrent également l'art de la promenade. L'enjeu de coproduction de l'action culturelle entre acteurs et notamment la valorisation des démarches artistiques, telles que l'illustrent celles de Malik Benmessaoud, du collectif Safi, de Martine Derain ou de Stefan Shankland, constitue une démarche fondamentale. Ces artistes, qui intègrent les situations de mutation urbaine, prennent en compte le processus réflexif avec les publics dans l'espace public.

L'autre piste réside dans l'enjeu touristique, comme l'illustrent les initiatives du *Bureau des guides* et leur tentative de poursuivre le travail amorcé autour du GR13.

Un patrimoine à entrées multiples

L'esprit, qui anime les initiatives d'*Ancrages*, se développe en recherche de complémentarité avec les services publics culturels, valorisant ce qui fait patrimoine pour les habitants. Les parcours migratoires constituent l'un des objets, au même titre que le parcours résidentiel ou professionnel. Ni sous-estimé, ni survalorisé, le patrimoine des différents groupes sociaux constitue une des sources pour comprendre les besoins d'ancrage des histoires singulières dans le récit collectif.

Les balades présentent également la particularité d'interroger des territoires réputés sans patrimoine, sans promenoirs urbains, et portant l'ambition de valoriser le contemporain et les quartiers populaires. L'art de se promener y est revisité sous l'angle de la participation des habitants et de la transmission des savoirs en sciences sociales. De Vitrolles à Istres, du quartier des Pins à celui du Prépaou, nos balades réinterrogent dans le paysage les narrations urbaines, les nouvelles centralités, la relation entre développement industriel et patrimoines historique, naturel et humain. Les quartiers retenus, le sont souvent sur la base d'un intérêt moindre des institutions patrimoniales ou d'une offre « touristique » quasi inexistante, en raison de l'absence de monuments classés ou inscrits, à l'exception, au mieux, de quelques bâtiments « remarquables », mais n'offrant *a priori* que peu de valeur esthétique. Paradoxalement, ces espaces donnent lieu à un investissement fort de la part de différents acteurs, amateurs et habitants, à l'occasion du grand rituel des Journées Européennes du Patrimoine. Ils se situent sur des axes de transport fondamentaux, tels que la ligne de la Côte Bleue, où les gares constituent des points de narration puissants. On doit reconnaître une volonté manifeste de porter notre attention là où le regard aurait vocation à se détourner, là où le paysage donne à voir les stigmates post-industriels, entre délaissés urbains et cités de transit, là où les groupes sociaux se sentent moins légitimes à revendiquer une part d'histoire de la ville. D'Arenc aux Riaux, des Crottes à l'Estaque, le littoral, continuum historique de la ville et de

son histoire maritime, portuaire et industrielle, donne parfois le sentiment de tourner le dos à l'histoire de son peuple. En filigrane également, l'histoire postcoloniale de la ville, où se concentrent parcours migratoires de réfugiés, d'immigrés et autres déplacés, contribuant à l'édifice du grand patrimoine de l'exil.

Au cœur d'une mise en perspective historique résident les transformations profondes qu'ont connues ces quartiers (Bacqué & Sintomer, 2002) : transformation des classes populaires sous l'effet de la désindustrialisation, qui marque la recomposition du monde ouvrier dans le marché du travail, transformation de la physionomie urbaine des quartiers avec leur inscription dans l'architecture des cités d'habitat social, ou, encore, par des processus plus récents de gentrification d'anciens quartiers ouvriers.

Bien décrits dans les travaux de sociologie, les héritages des classes populaires trouvent pourtant difficilement une place dans le patrimoine « consacré ».

Les balades, la culture au service de l'expression des habitants

Nos balades participent de la collecte du patrimoine contemporain et proposent d'enrichir la narration de la ville et de ses « faubourgs ». Davantage que les objets, ce sont les récits qui constituent nos collections. A l'évocation d'une usine ou d'un objet, le souvenir est réactivé et nous plonge dans le séisme que fut, pour leurs habitants, la désindustrialisation de ces quartiers. Pour autant, rien n'est figé, et si chacun comprend la nécessité de la transformation urbaine, chacun redoute les nouvelles formes de dépossession ; après celui du travail, le droit à la ville est revendiqué. Chacun pressent qu'un changement pourrait accroître une perte de mobilité et de repères, d'ancrage territorial, et apporter davantage de précarité. Alors, au sein des quartiers populaires que nous traversons, chacun redoute le scénario de *Marseille, sans le peuple* (Clerval, 2013) avec la volonté affichée de mixité sociale, mais aussi l'effet pervers d'une

"rénovation-déportation", par un processus d'éviction des familles populaires ou leur « enclavement-paupérisation » dans des cités aux habitants captifs. Dans ce contexte, le patrimoine pourrait apparaître comme accessoire, mais il s'articule aisément avec les préoccupations du moment, agissant comme fil d'Ariane pour croiser sensibilité et raison, passé et présent, idéal humaniste et éducation esthétique. A la lecture des lettres de Friedrich Schiller (1943), résonne l'idéal humaniste de l'éducation au patrimoine : « *Si nous nous abandonnons à la jouissance de la vraie beauté, nous sommes en cet instant maîtres au même degré de nos forces passives et de nos forces actives, et nous nous donnerons avec la même aisance aux choses graves et au jeu, au repos et à l'activité, à la résistance et aux états de laisser aller, à la pensée abstraite et à l'intuition sensible* ».

La démarche participative apparaît comme une alternative à la communication institutionnelle³, et parfois aux savoirs académiques. Produire un contre discours, à défaut d'avoir accès aux moyens de communication de masse, à son échelle, envers et contre tout ! Chacun enrichit de sa narration l'histoire de son quartier et endosse le costume de l'historiographe local, traditionnellement réservé aux membres des sociétés savantes. Les habitants prennent plaisir à dérouler leur parcours familial et résidentiel en le situant dans la grande Histoire. Leur hospitalité au sein d'une cité d'habitat social, d'une association de quartier, et la diffusion d'un récit « habité » participent du rituel d'accueil en direction des visiteurs et des nouveaux habitants. Cette resémantisation contribue à la revalorisation des habitants. Il serait d'ailleurs caricatural de n'évoquer que l'habitant « en pied de cité », là où s'exprime une multiplicité d'acteurs mobilisés dans la patrimonialisation des quartiers populaires et où les productions artistiques sont nombreuses⁴. Aux côtés de ceux qui vivent, nombreux sont ceux qui y travaillent, y produisent, y mènent des recherches et y militent au quotidien.

Sillonnant les quartiers populaires, les balades patrimoniales recouvrent une réalité multiple qui révèle *la valeur conflictuelle du patrimoine* (Belvisi *et al.*, 2011) par la démystification du

récit « dominant », la capacité à retourner le stigmaté et à renouer avec une citoyenneté sociale, à défaut d'être politique (Castel, 2007). Elles sont autant d'occasions de croiser les énergies productives de sens sur le territoire, énergies locales et distancées, de professionnels comme de citoyens. Elles proposent une narration collective, souvent morcelée, à interprétations multiples, allant de l'approche sociohistorique à l'espace poétique et onirique. L'articulation de toutes ces intentions est parfois complexe, car elle révèle des besoins à la fois légitimes et urgents à retrouver du « sens ». Nous tentons de les faire cohabiter dans l'espace d'une balade. Certains participants privilégient l'expérience sensorielle de la marche, l'immersion dans le paysage, d'autres se concentrent sur notre sélection littéraire, historique ou archivistique.

Déconstruire la logique des « publics »

Très vite, chacun s'enrichit de nouveaux contenus. Cette rencontre est rarement le fruit du hasard ; souvent les participants à la balade ont vécu, rencontré ce quartier, ou y ont travaillé, bien avant nous...

Très vite, les passants s'ajoutent aux « inscrits » et viennent diversifier le « public » ; parfois ils deviennent de « fidèles » compagnons de route et renouvellent le rite de la marche. Les étapes du parcours évoluent selon les disponibilités des habitants et des acteurs, que ce soit des entreprises ou des associations qu'ils représentent. La dimension participative exige le maintien d'une immersion qualitative dans le quartier et empêche toute forme de standardisation des balades. C'est probablement là que réside la limite de la valorisation économique de ce type d'initiatives qui restent peu compatibles à un passage à l'échelle « industrielle », ou à des formats de groupe trop importants et réguliers. C'est l'échelle du quartier, de la rue, qui nous semble la plus pertinente. Le niveau territorial très fin, comme celui du lotissement, permet de mettre en

lumière les fragmentations du territoire qui existent à l'échelle infracommunale. Il convient à ces parcours, dont l'itinéraire peut se modifier à souhait, adhérer aux envies, tout en restant pertinent, car il s'adapte à la valeur d'usage du territoire. Il nous est apparu qu'il permet d'articuler ces valeurs d'usage avec celles d'ancienneté, d'histoire ou d'esthétique. Nos balades patrimoniales prennent donc souvent des formes d'interpellation citoyenne, car elles peuvent transformer des investigations de terrain en espace de dénonciation... Ici, une concertation avortée ; là, un effacement en bonne et due forme. A Saint-André, nous n'avons pu, ni empêcher la défiguration de l'école des sœurs⁵ – pourtant reconnu « bâtiment remarquable » par l'atelier du patrimoine de la ville de Marseille –, ni intervenir pour que la courée ouvrière de la Traverse Rey soit rénovée par son nouvel acquéreur, sans perdre son cachet patrimonial. A Arenc, la question fut tout autre, les archives ne sont pas communicables et presque désincarnées à travers les registres publics. Il faut inventer de nouvelles formes de restitution, à défaut de bénéficier d'une participation systématique des témoins. Nous mobilisons les lectures de témoignages ou d'archives pour permettre aux participants d'entendre et de partager l'émotion de ceux qui constituent la mémoire d'un lieu.

Notre marge de manœuvre est mince et confinée à la place publique et au soutien des habitants.

Recréant à la fois une attitude contemplative et critique, nos balades sont marquées du sceau du questionnement, de l'épreuve physique de la marche et de l'immersion qualitative. Renouant, en partie, avec le mode particulier de l'enquête de terrain en sociologie, la démarche intégrée du patrimoine passe, pour l'essentiel, par des interactions prolongées entre le marcheur et le « milieu » qu'il explore. Sans prétention scientifique, car l'enjeu principal réside dans la remobilisation des habitants ; les balades offrent un espace propice au partage et à la production des savoirs d'expérience acquis dans et par la marche.

La recontextualisation de ces quartiers dans la topographie générale de la cité phocéenne contribue à déconstruire les stéréotypes de chaos urbain répandus par les discours publics.

Déconstruire les préjugés et l'assignation au stigmaté

La société civile peut trouver, dans ces expériences esthétiques, une voie pour se réappropriier l'espace démocratique, écologique et participatif de la ville. Les sciences humaines y trouvent une place d'exception, dans un échange dialectique entre la force éducative du patrimoine et celle de la mise en tension des enjeux contemporains des usages de la ville.

Alors que le parlement européen vient d'adopter le 8 septembre 2015, la résolution relative "*à l'approche intégrée du patrimoine culturel européen*"⁶, les habitants des quartiers populaires des Bouches-du-Rhône se mettent en marche dans une dynamique de valorisation des patrimoines de leur quartier de vie. Nouveau rituel de visibilité sociale, les balades patrimoniales proposent une narration alternative au discours sécuritaire et au marketing territorial qui président aux nouvelles reconfigurations institutionnelles émergentes, notamment métropolitaines.

Les politiques publiques, qui affichent la volonté de s'appuyer sur la participation des habitants, se doivent de prendre en compte les demandes sociales de mémoire, afin de lutter contre le scepticisme civique (Rosanvallon, 2006, p. 258). Les politiques culturelles, évaluées sur la fréquentation des lieux culturels et l'exigence de diversité des publics, se doivent aussi d'envisager ces nouvelles initiatives qui se veulent complémentaires des formes classiques muséales.

Entreprise complexe face à la ville « cloisonnée » qui se dessine, les balades participent d'une meilleure appropriation des changements dans la ville et y restaurent parfois la confiance. Il serait toutefois prétentieux d'affirmer qu'elles permettent toujours de sortir de son enclosure, de son entre soi ou de combattre le processus de fermeture de tous les types d'habitat : rues privatisées, construction en îlots, copropriétés d'immeubles, lotissements pavillonnaires et « résidentialisation » d'HLM.

Lors des balades patrimoniales que nous proposons, traversant les cités d'habitat social, anciennement campagnes, cité transit ou bidonvilles, résonnent, sous nos pas, les paroles des pères fondateurs de la réflexion sur les inégalités sociales et culturelles : Wresinski et la « misère comme violation des droits de l'Homme » (Rosanvallon, 2006, p. 129). Cette pratique révèle de nouveaux usages où patrimonialisation s'articule avec accès à la culture et à l'éducation, à la mobilité, à la défense du cadre de vie.

Il semble bien que nous ayons pris au mot Michel de Certeau (1980) dans son invitation à « réveiller les histoires qui dorment dans les rues et qui gisent quelques fois dans un simple nom ».

6 <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+TA+P8-TA-2015-0293+0+DOC+XML+V0//FR>

Ce texte insiste sur l'importance du dialogue interculturel, aussi bien en Europe qu'en dehors, et estime que l'Union européenne devrait le promouvoir en tant qu'outil adapté de lutte contre le radicalisme de toutes origines. Il attire l'attention sur les caractéristiques particulières des minorités nationales des Etats membres en ce qui concerne le patrimoine culturel ; il exhorte à la préservation de leur patrimoine culturel ainsi qu'à la promotion et à la protection de la diversité culturelle ; il insiste sur le fait qu'il convient d'éviter toute discrimination culturelle contre les minorités religieuses et ethniques ; il souligne enfin qu'il importe de soutenir les activités culturelles des communautés migrantes. ...

Notes

1 https://www.coe.int/t/dg4/cultureheritage/heritage/identities/default_FR.asp

Vingt-deux Etats ont ratifié la convention : l'Arménie, l'Autriche, la Bosnie-Herzégovine, la Croatie, la Géorgie, la Hongrie, la Lettonie, le Luxembourg, la République de Moldova, le Monténégro, la Norvège, le Portugal, la Serbie, la Slovaquie, la Slovénie, l'Ukraine et "l'ex-République yougoslave de Macédoine", l'Albanie, la Belgique, la Bulgarie, l'Italie et Saint-Marin.

2 <http://www.editionscommune.org/article-recits-d-hospitalite-1-60902441.html>

3 <http://projets-architecte-urbanisme.fr/euromediterranee-2-extension-projet-urbain-marseille/>, <http://madeinmarseille.net/>

4 Cf., par exemple, les oeuvres de Kamel Khéelif ou de Malik Benmessaoud pour la cité Bassens (13015), et le label We-RecoRds créé au sein de la Cité La Visitation (13014), PARCeque de Stefan Shankland La Cayolle, J'ai mangé la colline, une exploration gustative du collectif Safi, Martine Derain éditions Commune.

5 Actuel CRISA, Centre de ressources et d'information de Saint-André, 11 bd Jean Labro, 13016 Marseille.

Références

Bacqué, M.-H. & Sintomer, Y. (2002). Peut-on encore parler de quartiers populaires ? In *Espaces, mode d'emploi. Espaces et sociétés*, n° 108-109, 29-46.

Beck, R (2009). La promenade urbaine au XIXe siècle. *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest*, 116-2, 165-190.

Belvisi, J., Breton, C., Dolff-Bonekämper (2011). *Valeur conflictuelle du patrimoine 2008-2010*. Lyon : Fage Edition.

Benôit-Rohmer, F. & Klebes, H (1996). *La question minoritaire en Europe : vers un système cohérent de protection des minorités nationales*. Strasbourg : Editions du Conseil de l'Europe.

Castel, R. (2007). *La discrimination négative. Citoyens ou indigènes ?* Paris : Editions du Seuil.

Clerval, A. (2013). *Paris sans le peuple. La gentrification de la capitale*. Paris : La Découverte.

De Certeau, M. (1980). *L'invention du quotidien. Tome 2 : Habiter, Cuisiner*. Paris : Gallimard.

Rosanvallon, P. (2006). *La contre-démocratie. La politique à l'âge de la défiance*. Paris : Le Seuil.

Schiller, F. (1943). *Lettres sur l'éducation esthétique de l'Homme [1792]*. Traduites et préfacées par Robert Leroux. Paris : Editions Aubier.